

I. BERLIN

L'Europe après la guerre froide

UNE AURORE ?

9 novembre 1989. Cette nuit-là, l'Europe est revenue au cœur de l'Histoire. Non pas, comme trop souvent en ce siècle, pour ébranler le monde de ses querelles, l'ensanglanter de ses déchirements, le stupéfier de ses crimes inouïs. Mais, pour une fois, dans un symbole de paix, de réconciliation, de libération. En s'effondrant, le Mur de Berlin signifiait la fin de quarante-cinq ans de tensions et de haines, quarante-cinq ans de deuils et de désespérance, quarante-cinq ans d'impuissance et d'humiliation. La fête spontanée de la porte de Brandebourg donnait sens, avec quarante-cinq ans de retard, à la poignée de main des soldats russes et américains sur le cadavre de l'Allemagne nazie. Mais la symétrie était brisée : on vit les Allemands de l'Est, hilares ou intimidés, sortir en masse pour embrasser leurs parents bouleversés. La fin du partage de Yalta marquait aussi la capitulation en rase campagne du capitalisme d'État stalinien devant les séductions du mélange ouest-européen de libéralisme et de social-démocratie. Au-delà du cycle de la guerre froide, c'est le

cycle ouvert par la révolution d'Octobre 1917 qui se refermait sur le goût amer d'un immense gâchis.

Cette ombre d'amertume (pour ceux qui, pendant des décennies, avaient cru au communisme) fut bientôt confirmée par les relents nauséeux montant de l'Europe de l'Est en ruine : antisémitisme, populisme, matérialisme effréné ou spiritualismes réactionnaires... Par l'arrogance aussi de l'Allemagne de M. Kohl. Mais il faut d'abord rappeler cette fête renouvelée de semaine en semaine qui, sitôt éteints les lampions du bicentenaire de 1789, vit s'écrouler les dictatures « communistes », de la Pologne à la Roumanie. Ce qui s'est effondré en ces jours merveilleux, c'est un système totalitaire à l'Est, et les conditions du condominium soviéto-américain sur l'Europe. Cette double libération, nous la devons d'abord aux peuples de l'Est eux-mêmes, eux qui, depuis 1953, à Berlin, à Budapest, à Varsovie, à Prague, ne se sont jamais résignés. Aux militants des décennies de clandestinité, comme aux foules qui, d'année en année, ont appris à affronter les milices et l'armée, jusqu'à la révolution non violente de l'automne est-allemand. Nous la devons aussi aux foules occidentales qui, dans les années quatre-vingt, de la Sicile à l'Irlande, se réunirent par centaines de milliers pour refuser les euromissiles et la satanisation définitive de l'Europe de l'Est.

En signifiant la crise du consensus pour la défense nucléaire de l'Otan, en convainquant les dirigeants soviétiques que, les pacifistes n'étant pas seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest, la Russie n'avait plus besoin d'un glacis coûteux autour d'elle, les mouvements de paix ouest-européens ont fait infiniment plus pour la libération de leurs frères de l'Est que les milliers de mégatonnes nucléaires accumulées dans les silos des sous-marins.

Et c'était bien la première conséquence à tirer de ce qui venait de se passer : la condamnation définitive du chantage nucléaire, de l'ignoble slogan des partisans de la dissuasion nucléaire : « Plutôt morts que rouges. » Les Polonais avaient donc eu raison de ne pas se suicider en 1981 ! On est sorti du totalitarisme aussi difficilement mais aussi sûrement que de l'autoritarisme d'un Franco et d'un Pinochet. Jamais la lutte pour la liberté ne passera par l'anéantissement de l'humanité. Tous les budgets de modernisation des forces de frappe nucléaire se révélaient dorénavant injustifiables.

Au-delà, c'était tout le cadre géostratégique mondial qui venait de basculer : la polarisation Est-Ouest était désormais caduque. J'ai vu tomber le Mur de Berlin depuis une bourgade de Grèce, au cours d'un séminaire regroupant chaque année des intellectuels, des politiques, des animateurs d'organisation non gouverne-

mentale d'Europe et du tiers monde, dans la recherche d'une voie progressiste Nord-Sud. Les Africains observaient avec amusement les Européens bouleversés. Pour eux, c'était le signe que leurs dictatures, que leurs partis uniques à eux, soutenus par les gouvernements ouest-européens, tomberaient aussi un jour. Mais le Yougoslave ne cachait pas son inquiétude : « La droite allemande est partie pour un IV^e Reich... Elle cherche déjà à récupérer la Slovénie... » Espérance et inquiétude : Berlin était redevenu l'ombilic de l'Europe.

LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

Les conséquences des bouleversements en cours sont en fait proprement incalculables, même à s'en tenir au niveau économique. On pense au jeune Keynes rédigeant son premier grand essai, à la fin de la Première Guerre mondiale : *Les Conséquences économiques de la paix*. Nul de nos jours n'égale son talent, et les problèmes à résoudre sont infiniment plus complexes. Essayons au moins de poser les problèmes.

Il faut d'abord prendre au mot la référence à Keynes. L'accélération de la course aux armements a joué un rôle considérable dans les années quatre-vingt. Elle a ruiné l'Union soviétique et les États-Unis, tout en offrant un

débouché stable et sûr aux industries de pointe. Le double déficit américain (celui du budget et celui de la balance commerciale) a là son origine. L'Europe et la « zone de coprosperité » japonaise ont trouvé dans ce déficit un débouché naturel qui, à la différence d'une extension de leur marché intérieur, ne leur posait aucun problème de balance commerciale. Mais la dette américaine, faisant monter les taux d'intérêt et s'ajoutant à celle du tiers monde – elle est déjà supérieure à la moitié de la dette totale du tiers monde –, menaçait la stabilité financière mondiale.

Cette course aux armements n'a plus lieu d'être. Des milliers de milliards de dollars sont potentiellement disponibles pour la reprise de la croissance du bien-être, l'apurement des dettes, la lutte contre la crise écologique mondiale. Mais ne rêvons pas. Le conservatisme géostratégique est puissant, il peut s'appuyer sur les lobbies militaro-industriels, qui feront valoir d'abord les emplois supprimés par la démilitarisation, qui surévalueront les difficultés d'une reconversion planifiée des industries d'armement. Il peut aussi s'appuyer sur les nouvelles tensions qui naîtront de l'effondrement même de l'empire soviétique, voire les provoquer. C'est ce qu'allait montrer la guerre du Golfe, mais déjà les tensions en Europe de l'Est. Car la dissolution d'une ancienne tension n'abolit pas toutes

les tensions, la fin d'un cauchemar n'abolit pas les pulsions de mort. Dans l'Europe déboussolée qui cherche, en tâtonnant, un nouvel ordre, les tensions ethniques, les ambitions nationales vont revenir sur le devant de la scène.

Tensions ethniques : le risque est énorme d'une non-sortie de la crise économique à l'Est, y compris dans les pays (Pologne, Hongrie) qui auront choisi très vite de s'orienter vers le productivisme libéral. Passée la première euphorie démocratique, les vieux démons du populisme autoritaire resurgissent déjà, avec les alliances, hier impensables, mais à présent si logiques, des conservatismes bureaucratiques et des chauvinismes nationaux, voire religieux : une alliance de la droite des appareils communistes et de la droite des anciennes oppositions. De nouveaux États forts s'affirment ainsi, qui détournent les rancœurs contre l'« autre » : les Roumains contre les Hongrois, les Polonais contre les Allemands, et tous contre les inusables juifs ou leurs successeurs plus crédibles dans le rôle de boucs émissaires, les Tziganes. Le retrait de l'apocalypse nucléaire rouvre en Europe l'âge des petites guerres sur fond de misère, comme celles qui règnent de manière endémique en Irlande du Nord, au Pays basque espagnol.

Ambitions nationales : et tout le monde pense à l'Allemagne de quatre-vingts millions d'habi-

tants. Hier géant économique et nain politique, l'Allemagne de l'Ouest devient d'un coup super-grand économique et géant politique. Hier encore sa force était menacée par le déclin démographique. D'un coup elle peut envisager d'agglomérer à sa puissance non seulement l'Allemagne de l'Est, mais l'Autriche, dont la neutralité cesserait d'être rédhitoire, et toutes les populations d'origine allemande qui avaient survécu à l'Est du rideau de fer : des marchés, de la force de travail qualifiée et à bas prix à ne plus savoir qu'en faire.

LA NOUVELLE QUESTION ALLEMANDE

On mesure ici l'inconscience des intellectuels français qui, dans les années quatre-vingt, refusaient la Grande Europe neutraliste par choix atlantiste, en agitant la peur de l'hégémonisme allemand⁴. Dès aujourd'hui, cette crainte ne peut justement être désamorcée que par le contrepoids d'une Europe englobant, à l'est de l'Allemagne, les petites nations de la *Mittleuropa*. Dès l'automne 1989, avec les rencontres Italie-Yougoslavie-Autriche-Hongrie-Tchécoslovaquie, rejointes depuis par la Pologne, on voit s'esquisser la petite Entente d'avant-guerre entre les nations issues de la dissolution de l'Empire austro-hongrois, antique barrage contre les ambitions de l'Allemagne prussienne.